

CAMBODGE NOUVEAU

15-30 Nov. 1994

Politique Economie Finance

Volume 1 Numéro 18

Villages

Le développement rural, la nécessité d'améliorer le niveau de vie des villageois : il n'y a pas de nécessité plus souvent soulignée au Cambodge. On en parle depuis 40 ans au moins. La différence de niveau de vie entre les habitants des campagnes et ceux de la ville explique dans une large mesure la naissance du mouvement khmer rouge - comme elle avait déjà provoqué la révolution maoïste en Chine.

Dans le Cambodge renaissant, la différence entre citadins riches et villageois pauvres est toujours là, elle s'aggrave même. La réconciliation entre la capitale et les campagnes se fait mal. Dans ce présent numéro de *Cambodge Nouveau*, consacré au développement rural, plusieurs de nos interlocuteurs le soulignent : les villageois perdent confiance dans le gouvernement et, saturés de promesses, dans toute autorité.

C'est ici que le système démocratique pourrait être tout à fait utile : les ruraux représentant 80 pour cent au moins du corps électoral, il est important pour les élus, pour le gouvernement, que ces villageois aient quelque sujet de satisfaction.

A ce raisonnement on doit peut-être l'intérêt que le gouvernement manifeste pour le développement des campagnes. La création d'un Conseil du Développement Agricole (CDA), présidé par le second Premier ministre Hun Sen, homologue du Conseil de Développement du Cambodge (CDC) présidé par le premier Premier ministre, en est signe concret. Il aurait pour rôle de coordonner, ou au moins d'harmoniser les efforts assez dispersés de la vingtaine d' "intervenants".

Les citoyens doivent s'en convaincre : la bataille la plus difficile se livre au niveau des villages. A.G.

Hung Sun Huot

ministre du Développement Rural

Notre ministère du Développement Rural, qui n'était jusqu'à une date récente que Secrétariat d'Etat, est encore très jeune. Nous n'avons dans ce domaine ni expérience, ni références. Il nous a donc fallu d'abord nous organiser, donner une structure à notre action.

Ici au ministère, nous avons deux directions générales : administrative, et développement communautaire, une direction technique. Au-dessous : des départements qui coiffent tous les sujets, plus un département Inspection générale, Planification et Relations publiques.

On retrouve la même structure dans chaque province : un directeur, avec deux adjoints correspondant aux deux Directions du ministère, et les différents départements. Au niveau des Districts : un Bureau simplifié ou l'on intègre tous les programmes, relevant de l'administratif et du technique.

Ce dispositif commence à fonctionner, notamment à Ta Keo, Kompong Cham, Siem Reap ... Les Directeurs sont nommés. Le ministère est présent dans toutes les provinces, sauf Ratanakiri et Mondolkiri où les gouverneurs ont cependant accepté de donner des locaux. On a commencé à établir les premiers programmes.

L'idée principale de la nouvelle organisation est que dans chaque province un Comité du Développement Rural coordonne les efforts. Il est présidé par le Gouverneur de la province, le vice-Président est le Directeur provincial de notre ministère, les membres du Comité sont les représentants provinciaux de chaque direction ministérielle (agriculture, éducation, etc...), ainsi que les organismes internationaux. Les ONG travaillant dans le domaine du développement rural assistent aux réunions.

début de coordination au niveau des provinces

Les comités ne décident pas : leur fonction est d'échanger des informations, de travailler ensemble, et d'orienter les programmes. Ainsi se met en place progressivement, au niveau de chaque province, la coordination entre les nombreux et divers intervenants qui fait jusqu'à maintenant défaut. Les Gouverneurs sont particulièrement favorables à cette formule, parce que jusqu'ici beaucoup de ces intervenants ne les informaient pas de leurs activités.

Les principes de base de notre action : 1) nous sommes à l'écoute de la population; nos équipes vont dans les villages pour déterminer, avec les villageois, quels sont leurs besoins de base; 2) nous venons aider

(Suite page 2)

bientôt

LE BUDGET 1995

Le 24 novembre, le projet de budget pour 1995 sera terminé. Nous avons pu en connaître les grandes lignes. Il est possible bien sûr qu'il subisse certaines modifications avant d'être définitivement adopté par l'Assemblée.

Avant d'aborder le budget

1995, comment le budget 1994 a-t'il été exécuté ? Voici le commentaire des spécialistes.

Points forts du présent exercice : les recettes intérieures se sont très bien comportées. Les douanes ont rapporté plus d'argent que prévu; elles représentent environ 80 pour cent des

(suite page 6)

à l'intérieur ...

Interview S.E. Hung Sun Huot
Développement rural : GRET, PADEK, PDCC
Speaker's corner : Basil Fernando

pages 1 - 2
pages 3 - 4 - 5
pages 8 - 7

(Suite de la page 1)

les villageois à *participer* et à *s'organiser*, plutôt qu'à leur apporter une aide matérielle de longue durée. Il ne s'agit pas de reprendre la formule des camps de réfugiés et de faire des villageois des assistés à plein temps.

les besoins de base: l'eau, la nourriture

Quels sont ces besoins de base que nous cherchons à déterminer ? Cela dépend des régions. Très souvent, c'est l'eau qui manque le plus. Mais en général, les ruraux se plaignent de ne pas avoir assez de nourriture. Les causes de cette insuffisance : - les lopins attribués par le gouvernement ont une surface insuffisante; - les rendements sont très faibles : 1 tonne à l'hectare, parfois moins (alors qu'ils sont de 2 à 3 tonnes en moyenne en Thaïlande, de 7 tonnes en Indonésie), il faudrait de l'engrais, et souvent l'irrigation, qu'elle vienne du sous-sol ou par des canaux, est insuffisante. Très souvent les paysans ne travaillent que six mois; ensuite il faudrait cultiver autre chose, mais on manque d'eau; et il leur faut alors aller vivre ailleurs ...

face aux khmers rouges regagner la confiance

Les grands aménagements ruraux sont du ressort du ministère de l'Agriculture. Les petits projets au niveau des villages, les petits canaux d'irrigation par exemple, relèvent de notre ministère du Développement Rural.

La propagande des Khmers rouges auprès des villageois ? Mais ils viennent dans les villages avec des fusils, ils font sauter des ponts, des routes, des trains, ils cassent, et ils demandent du riz : cela annule leur propagande. Nous, nous disons aux villageois : voilà ce que le gouvernement fait pour vous. Ce n'est pas une ONG, pas un

parti politique : c'est le gouvernement.

rien reçu de l'ICORC

Jusqu'à présent nous n'avons eu qu'un budget minime, pour établir notre ministère. Le reste doit venir des bailleurs de fonds, Banque Mondiale, Banque de Développement Asiatique... En fait cet argent n'arrive pas. Des promesses faites à l'ICORC, nous n'avons encore rien reçu. Nous avançons grâce aux programmes de l'UNICEF surtout, qui relève maintenant de notre ministère et non de celui de la Santé. L'UNICEF a une grande expérience, depuis 1986, dans les problèmes d'eau potable, de transports etc ... et a des programmes dans 16 provinces. Nous allons commencer aussi à travailler avec CAREERE. Nous avons aussi le programme japonais JICA, qui concerne notamment les provinces de Ta Keo et de Kompong Speu.

Nous manquons beaucoup de cadres, de personnel qualifié. Nous avons envoyé des gens à l'extérieur, en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines, pour étudier le développement rural. Au Secrétariat d'Etat, nous avons formé à cette tâche particulière plusieurs promotions : des ingénieurs, des techniciens en hydrologie, des médecins, des ingénieurs agronomes, ... nous recrutons aussi des ingénieurs des Travaux Publics; mais nous n'avons pas encore de spécialiste du développement rural.

C'est surtout l'argent qui nous manque, car avec des moyens financiers nous pouvons former des cadres en six mois. J'espère que l'Union Européenne, qui a des programmes importants dans le domaine du développement rural, accordera une aide importante à la formation.

Et j'espère que le budget 1995 va mettre l'accent sur le développement rural : il concerne directement 83 pour cent de la population du Cambodge.

Réalizations en cours et prévues

Le ministère du Développement Rural vient de publier une récapitulation des actions réalisées en matière de développement rural et des projets en cours et prévus. Voici la liste de ces derniers, au nombre de 22, avec leur durée, leur localisation, leur objet et le montant de l'investissement

- 1) CAREERE/PNUD, en cours, 6 provinces, développement rural intégré et développement communautaire;
- 2) UNICEF, en cours, diverses provinces, eau;
- 3) JICA/RD ET RP en cours, Kg Speu et Ta Keo, développement rural, réinstallation et formation, 3,5 ans, budget total 5,08 millions de \$;
- 4) AICF/USA, en cours, 3 ans, Kratie:Stung Treng, développement rural intégré, budget total 1,65 mio \$;
- 5) CFD, en cours, diverses provinces, développement rural intégré à travers GREY, ACLEDA, CAREERE, FAO, UNICEF, SERI-Culture pour 7 projets de 0,440 mio\$ à 5 mio \$;
- 6) CIDSE/UNICEF/CARE int., oct 94, 1 semaine, atelier sur 'éducation sanitaire, hygiène et les soins;
- 7) ZOA-PENDING 1994, Kg Speu, 3 ans, réinstallation et réhabilitation, budget 95 : 250 000\$;
- 8) République Populaire de Chine, 1994, en cours, 1,5 an, Kandal, 100 puits en 94, 400 en 1995, budget total 1 mio\$;
- 9) COERR, 1994, 3 ans, développement rural intégré, budget 1994 : 68200\$;
- 10) Banque Mondiale, 1994, 1 an, puits, pompes, camion, budget total 1,1 mio\$;
- 11) CARE int. début 95, 3 ans, Snuol/Kratie, développement rural intégré, budget total 1,5 mio\$;
- 12) Union Européenne, 1995, 6 provinces, réhabilitation et développement rural intégré, budget total 42 mio\$;
- 13) GTZ, 1995, 7 ans, développement rural intégré, budget total 5 mio\$;
- 14) KFW/PAM, 1995, 2 ans, développement rural intégré, budget total 3,5 mio\$;
- 15) IFAD, 1995, 6 ans, eau, budget total 4 mio\$;
- 16) KFW, 1995, 2 ans, développement rural intégré, budget total 3,230 mio\$;
- 17) BAD, jan 95, 6 ans, routes rurales, budget total 18 mio \$;
- 18) JICA, 1994, 2 ans, Ta Keo, formation, budget environ 75 000\$;
- 19) ARC/OMS/ UNICEF, une semaine, Kg Speu et Kg Cham, formations femmes, budget total 7,500\$;
- 20) OMS/World Vision/PNUD, 1 an, Kg Cham et Prey Veng, contrôle des naissances et prévention SIDA, budget total 63.550 \$;
- 21) Gouvernement royal thaï, 1995, long terme, Pursat, développement rural, centre de formation, budget ?;
- 22) OMS/UNICEF/PNUD, 2 semaines, Ta Keo, Kg Speu, Kg Cham, formation, programme rural, budget total 22 000\$.

A PROPOS ...

échapper au PPC

C'est pour échapper au moins partiellement à la pression du PPC, qui maintenant détient la plupart des ministères-clé, que le FUNCINPEC aurait écarté Norodom Sirivudh et Sam Rainsy du gouvernement, et

avec leur plein accord. Ces deux figures importantes du FUNCINPEC pourront ainsi cultiver leurs électors respectifs et leurs relations avec l'étranger plus librement et surtout hors du contrôle du PPC.

assistance militaire ?

Indigné que le colonel khmer rouge Chhouk Rin, qui a reconnu être l'auteur de l'attaque du train du 26 juillet, et qui selon toute vraisemblance a donné l'ordre d'exécuter les trois otages, français, australien et américain, ait été accueilli au sein de l'armée cambodgienne, et avec le même grade, au lieu d'être

traduit en justice, le gouvernement australien pourrait renoncer à aider l'armée cambodgienne, selon la *Far Eastern Economic Review* du 10 novembre. Mais, disent les Cambodgiens, nous n'avons fait qu'appliquer la loi sur la mise hors la loi des khmers

(suite page 3)

LE CREDIT RURAL AU SERVICE DU MONDE PAYSAN

L' idée du crédit rural, c'est de créer des petits groupes de personnes solidaires qui se garantissent mutuellement, et ainsi évitent le nantissement demandé par les banques. Il évite aussi aux paysans d'avoir à passer par les usuriers. C'est un système complémentaire au système bancaire.

L' idée n'est pas nouvelle en Asie. La référence en la matière est la Grameen Bank du Bangladesh. Elle a commencé à l' expérimenter au début des années 70, et l' applique en grand depuis 1983. Aujourd' hui la Grameen Bank compte quelque 5 millions d' adhérents - dont 90 pour cent de femmes : c' est aussi un outil d' émancipation féminine. La Grameen Bank est soutenue par des organismes internationaux.

L' idée du crédit solidaire est bien plus ancienne encore en Europe : elle est apparue en Allemagne à la fin du XIXème siècle.

Au Cambodge, les premiers opérateurs ont été, début 1988, l' UNICEF et l' Association des Femmes (alors liée au PC) aujourd' hui intégrée au Secrétariat d' Etat aux Affaires féminines, selon une formule très proche de la Grameen Bank: des groupes de cinq personnes solidaires,

une centralisation assez forte. Une fois le crédit terminé, après en général six mois ou un an, il peut être facilement retiré à un village.

deux systèmes

Aujourd' hui, au Cambodge, il existe au total une vingtaine d' "opérateurs" nous dit Didier Reynaud, responsable du programme "crédit rural" du GRET (Groupe de Recherches et d' Echanges Technologiques). Les deux principaux sont l' Association des Femmes (Secrétariat d' Etat aux Affaires féminines), pour le volume, et le GRET, pour la recherche et la coordination, qui travaille avec le ministère de l' Agriculture.

On peut ranger les projets en deux groupes :

- ceux qui fournissent aux villageois un service de type bancaire; les fonds viennent de l' extérieur; les décisions sont prises "en haut"; il peut y avoir un droit d' entrée pour avoir accès au crédit.

- ceux où le village possède un fonds permanent, alimenté par l' épargne des villageois. Les intérêts sont capitalisés dans le village, ils permettent d' accroître le nombre des membres ou le plafond des prêts.

- il existe aussi un système

mixte (CRS) : un fonds villageois permanent, alimenté par les deux sources, selon une formule expérimentée en Amérique Latine.

la coordination difficile

La coordination entre tous ces opérateurs n' est encore qu' embryonnaire. Les ONG ont des objectifs différents, parfois l' éducation, parfois le développement communautaire et le ministère du Développement Rural n' a pas encore grande expérience. Malgré les séminaires avec les ministères concernés et les groupes de travail, il vaut mieux parler de coopération que de coordination. L' harmonisation, même à long terme, apparaît difficile. C' est le gouvernement, qui dans l' avenir devra assurer cette harmonisation nécessaire. On en est encore au stade expérimental. Il faudrait que le cadre ne soit pas trop restrictif, que les recherches de chacun soient respectées. Mais la définition d' une politique en matière de crédit rural décentralisé est une nécessité qui justifie la prochaine création du Comité pour le Crédit Décentralisé, organisme devant réunir les ministères, les opérateurs et la Banque Nationale...

une solidarité très faible

"Le substrat cambodgien est difficile, remarque Didier Reynaud. Traditionnellement, la solidarité est très faible dans la société cambodgienne. Dans les familles, c' est à peine si elle atteint les cousins. Les villages très souvent ne sont pas centrés mais dispersés, dilués, ou étalés sur une grande longueur. Il y a des exceptions : des villages où existe une solidarité réelle, une discipline. Là le système de crédit rural solidaire marche très bien".

Un autre obstacle à l' introduction du crédit rural : l' accumulation de richesse ne fait pas partie de la tradition paysanne. Le paysan possédait rarement sa terre. La réforme agraire de la fin des années 80 a apporté un grand changement dans un sens favorable, avec un début de redistribution des terres. Les résultats sont variables; le cadastre est d' ailleurs très en retard. Le crédit rural peut faciliter et accélérer cette évolution.

Les praticiens du "terrain", ceux qui connaissent bien les villageois, notent enfin que le très fort individualisme cambodgien tend à augmenter, ils notent *"des dérives graves contre toute autorité"*. A quoi s' ajoute - mais ce sont des phénomènes concomitants - une dégradation du tissu social due au jeu, qui "détruit des villages", et à l' alcool.

Tous ces éléments expliquent

(Suite page 4)

A PROPOS ...

(Suite de la page 2)

rouges : ceux qui se rendent sont enrôlés et conservent leur grade.

Selon le ministre des Affaires étrangères Ung Huot, la réaction des trois pays concernés pourrait être au contraire d' accélérer et

d' intensifier leur aide militaire au gouvernement cambodgien.

guichet ou tunnel ?

"Ma dernière visite au CDC (Conseil de Développement du Cambodge) a été un cauchemar", écrit dans le Cambodia Daily du 14 novembre un investisseur

cambodgien venu de Californie. *"Le personnel est très inorganisé et n' est pas au courant de ce qui se passe. Les deux principaux responsables vivent à l' étranger (...) Il n' est pas bon qu' un investisseur reste assis à attendre une réponse qui ne vient pas. Un investisseur qui perd de l' argent avant*

même d' avoir investi, cela crée une mauvaise impression (...) J' ai rencontré d' autres investisseurs (...) qui se sentent frustrés comme moi. Je souhaite partager mon expérience avec des investisseurs qui veulent faire des affaires au Cambodge et qui rencontrent les mêmes

(Suite de la page 3)

le développement encore modeste du crédit rural, à l'échelle du pays : on compte environ 1 million d'encours de crédits concernant environ 30 000 familles, alors que le Cambodge compte en gros 1 million de familles, dont 83 pour cent sont rurales.

"Malgré tous les obstacles, je suis relativement optimiste pour le long terme, dit Didier Reynaud, mais à plusieurs conditions. Il faut que la sécurité revienne : dans la province de Battambang par exemple, on n'en est pas au crédit rural mais à l'aide d'urgence. Et il faut que le Cambodge parvienne à la stabilisation politique, économique et monétaire nécessaires à l'épargne. Il faut que les gens aient confiance dans le riel".

Actif au Cambodge depuis 1992, le GRET a un rôle de leader et de coordinateur vis à vis des autres opérateurs. Il gère une caisse permanente, à financement international. On compte 7000 emprunteurs et 90 caisses villageoises. Les six cadres et 20 agents de crédit sur le terrain appartiennent au ministère de l'Agriculture; il y a aussi des agents locaux qui viennent des villages. Deux expatriés. Organisme de recherche, le GRET appuie le fonctionnement, assure la recherche de financement, et la formation, "le plus important pour faire durer et évoluer le système".

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE : l'expérience de PADEK

Ce qui nous semble le plus important, c'est d'apprendre aux gens à s'organiser, à travailler ensemble".

L'expérience déjà longue que nous avons du Cambodge, après 13 ans de présence active, explique Michiel B. Peyra, directeur du PADEK (Partners for Development in Kampuchea) nous a amenés à abandonner les grands projets d'infrastructure comme l'irrigation, l'aquaculture, ... pour des petits projets villageois avec la participation des Cambodgiens eux-mêmes. Nous avons sans doute été trop ambitieux au départ. La tâche est plus longue et plus difficile que nous n'avions pensé. Depuis 1991 nous visons le développement communautaire multisectoriel intégré, au niveau des villages. Il ne s'agit pas de répandre les principes du développement communautaire, mais d'aider les gens à s'organiser eux-mêmes. Nous donnons la priorité aux gens.

Nous intervenons dans environ 50 à 60 villages, comptant environ 7 500 familles (en moyenne 6 personnes par famille), et ce nombre est destiné à augmenter rapidement selon notre plan 1993-1995.

L'esprit communautaire est détruit

Nous construisons des écoles, nous creusons des puits, réparons des ponts, nous créons des élevages de poissons, nous assainissons l'eau, nous faisons de l'irrigation, de l'alphabétisation, nous améliorons la santé, nous organisons des prêts aux paysans, mais à l'échelle des villages, avec les paysans et dans un esprit communautaire.

Le problème est de recréer le sens des décisions prises en commun, le sens de la participation. C'est un travail "horizontal". Nous vivons dans les villages (tous les expatriés parlent khmer), on discute avec les villageois, on choisit l'action en fonction des priorités déterminées ensemble et on s'organise en fonction de ces priorités.

C'est une tâche difficile et de longue haleine, parce que tout esprit communautaire est détruit. Les gens n'ont pas confiance, ils ont été trop trompés au cours des 20 dernières années. Par exemple pour créer une ferme d'élevage de poissons, ils se méfient : "les poissons, c'est trop facile à voler !".

C'est pourquoi nous faisons beaucoup de formation : com-

ment s'informer, comment communiquer, déterminer des lignes de conduite ... Les villageois retrouvent l'entraide, si on les y aide. Il faut qu'ils réapprennent à vivre ensemble. Les épreuves, inondations, récoltes, ... contribuent à recréer une vie communautaire. Et ils sont convaincus lorsqu'il y a action et réalisation commune : un puits, une

pas confiance ...

école, etc... Mais on ne peut aller contre leur volonté. Si le contexte s'y prête, s'ils sont d'accord, alors la confiance arrive. Nous ne sommes pas pessimistes, mais les résultats seront longs à venir.

Les Cambodgiens de PADEK voudraient avoir rapidement toute la responsabilité de l'organisation. Nous estimons que c'est trop tôt. Il faut encore qu'ils se forment eux-mêmes, de façon à être capables d'apporter de l'aide technique et organisationnelle aux villageois. Il faut aussi qu'ils acquièrent eux-mêmes l'esprit communautaire. Ils n'ont pas assez le sens des décisions prises en commun. Ils sont eux-mêmes trop hiérarchiques. Nous nous donnons trois, et plutôt cinq ans.

A PROPOS ...

(suite de la page 3)

problèmes. Peut-être, si nous parlons ensemble, que cela pourra améliorer les choses". Le fait est que beaucoup de projets d'investissements restent "à l'examen" au CDC sans recevoir de réponse, alors que le délai maximum de 45 jours stipulé par la loi d'investissement est depuis longtemps dépassé.

baisse des prix?

Attention au calcul de l'indice des prix, fait observer M. Chaize, représentant de la Banque de France. Les 22 pour cent annoncés pour 1994 viennent de mauvaises références, ils ne correspondent pas à la hausse réelle, mais à la chute de la base de l'année précédente. Il faudrait des moyennes mobiles, et mettre les faits en perspectives. Si l'on considère toute l'année

94, il y a eu baisse des prix. Elle est due au faible niveau de l'activité.

La hausse apparente est due aussi aux variations du taux de change : les produits importés interviennent pour 20 à 30 pour cent dans l'indice.

Améliorer le niveau de vie dépend des investissements, qui sont conditionnés par l'épargne. Il y en aurait suffisamment, si elle ne fuyait pas à l'extérieur par le

dollar et par l'or. Il faut dédollariser l'économie du Cambodge.

route 5

Financés par la Banque Asiatique de Développement, les travaux de réfection de la route 5 (Phnom-Penh-Pursat-Battambang-frontière thaïlandaise) devraient commencer début 1995. Les appels d'offre sont arrêtés le 16 décembre. Quatre

(suite page 5)

solidarité à la cambodgienne

L'absence de solidarité dans les villages, observée par plusieurs de nos interlocuteurs, est-elle due aux vingt années d'épreuves exceptionnelles que les Khmers ont traversées ? Ou bien la notion de solidarité est-elle, au Cambodge, différente ? Voici ce qu'écrit à ce sujet Jacques Népote, maître de recherches au CNRS, spécialiste du Cambodge :

"Selon la pratique khmère : -d'une part, il n'est de solidarité que "conjoncturelle", c'est à dire sur une base précise, limitée, volontaire et contractuelle. (...) Nul n'est jamais solidaire a priori; (...) Au Cambodge la solidarité n'est ni culturellement ni structurellement prescrite, elle est pur choix des parties concernées. - d'autre part, cette pratique ne saurait relever que d'un temps "normal". (...) L'émergence d'une difficulté, c'est à dire l'entrée dans un temps de crise, ne peut donc engendrer (paradoxalement par rapport à notre logique d'occidentaux) qu'une rupture de solidarité. C'est pourquoi, entre les périodes normales, ou l'exercice actif de telles solidarités est de mise, règne, selon nos critères, une solide indifférence".

Extraits de: Parenté et organisation sociale dans le Cambodge Contemporain.

LES VILLAGEOIS PARTICIPENT AU COÛT : L'EXPERIENCE DU PDCC

Dans la plupart des cas, nos projets de développement communautaire sont financés à 50 pour cent par la population. "

Ce n'est pas toujours évident de demander des efforts aux gens au lieu de tout leur fournir gratuitement, observe M. Jean-Charles Dupin, directeur du PDCC. Mais notre objectif est bel et bien le développement communautaire, et, pour employer un terme à la mode, le développement durable.

Ce n'est pas l'Afrique

D'ailleurs, quand un projet est co-financé par un village, une certaine solidarité entre ses habitants peut se développer. En effet, la pression sociale s'exerce naturellement sur les membres de la communauté pour qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités financières. On peut travailler ainsi avec les populations sur des projets de base, tels que la construction d'un puits, la réfection d'une école, etc. Néanmoins, on ne peut pas vraiment parler ici de développement communautaire, comme en Afrique.

Nous fournissons en outre quelques supports en nature, comme des semences sélectionnées, des engrais et des pesticides. Le paysan qui aura ainsi reçu des semences devra en rendre une partie après la récolte pour qu'un autre en bénéficie.

La rizière verte

Nous soutenons la culture intensive. Nous encourageons l'utilisation de fertilisants appropriés, en tendant à briser la dépendance à l'égard des fertilisants chimiques. La bouse des buffles de rizière mélangée avec du compost vert semble donner de bons résultats.

Outre les trois ONG canadiennes actives dans le cadre du PDCC à Pursat, il y a dans la province, une dizaine d'autres organisations non gouvernementales, mais peu agissent dans le domaine du développement. Nous nous réunissons tous les mois. Nous essayons d'éviter le double emploi, mais ce serait malhonnête de prétendre qu'il n'y en a pas du tout.

Le meilleur crédit...

Un autre point à mentionner : si on n'est pas capable d'établir des normes en matière de crédit rural, ça peut être dommageable. Les paysans se tourneront vers

les ONG qui proposent le crédit le plus avantageux et une compétition entre ONG risque de se créer. Nous demandons la participation financière de la population concernée par nos projets, pas les autres. Il faudrait harmoniser les pratiques en matière de développement pour éviter une concurrence négative. •

C.C.

Le PDCC, Programme de Développement Cambodge-Canada est une coalition de quatorze ONG canadiennes de développement. Le PDCC gère sur une période de cinq ans un fonds d'aide bilatérale canadienne de 7.8 millions de dollars, versé par l'Agence canadienne pour le développement international. L'organisation a ouvert ses bureaux au Cambodge en 1991.

Le programme intégré du PDCC concerne huit communes des districts de Pursat et de Krakor. Il vise à coordonner l'action de trois ONG canadiennes dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'éducation.

**toute reproduction
d'articles
publiés par
CAMBODGE
NOUVEAU
est strictement
interdite**

A PROPOS ...

(suite de la page 4)

tronçons sont à réhabiliter, de 25,7, 25,6, 8,7 et 19,1 km, pour un coût de 7 à 8 millions de dollars. Sa largeur sera de 9m au total, dont 6m de bande roulante. Les travaux devraient être terminés début 1996.

La grande liaison routière Bangkok- Phnom-Penh- Ho-Chi-Minhville- Vung -Tao,

financée aussi par la BAD devrait être commencée fin 1995 ou début 1996.

Dans le programme de l'ADB figurent encore la route "Lao-Sud", qui reliera Phnom-Penh au Laos, et la "R 9", ou "corridor Thaïlande du nord-sud-Laos - nord-est du Cambodge - centre-sud du Vietnam" qui désenclavera, avec la routé précédente, la province de Ratanakiri, actuellement sans liaison routière avec Phnom-Penh.

hévéas

Les plantations d'hévéas se dégradent rapidement, dit M. Teng Lao, récemment nommé Directeur de la DGPH (Direction Générale des Plantations d'Hévéas) qui dépend du ministère de l'Agriculture : il n'y a ni entretien ni protection contre les groupes de bandits, beaucoup de saignées clandestines dans les plantations d'Etat comme dans les plantations

villageoises.

"La situation est incontrôlable, c'est un désastre". Serait-ce mieux avec des sociétés étrangères ? "Nous l'espérons, dit M. Teng Lao, mais les sociétés françaises n'osent pas prendre en main la situation à 100 pour 100, elles ne veulent pas de joint-ventures mais des contrats de gestion seulement, et pour de courtes durées".

(suite page 7)

BUDGET 1995*(suite de la page 1)*

recettes fiscales. Parmi les recettes douanières, une manne imprévue : les droits sur les exportations de bois, autorisées pendant le premier trimestre 1994, interdites ensuite. Les exportations de bois n'ont en principe concerné, après mars 1994, que les bois déjà coupés (mais voir dans *Cambodge Nouveau* n° 14 ce qu'il faut en penser). Les impôts ont représenté environ 20 pour cent. des recettes fiscales. Dans l'ensemble du budget, les douanes représentent environ 60 pour cent des recettes.

les dérapages de 1994

Il y a eu des dérapages : les dépenses militaires surtout, qui ont obligé à diminuer les budgets d'autres ministères, notamment l'éducation et la santé. Une correction a été nécessaire, et les dépenses militaires ont finalement représenté 4,6 pour cent de la PIB, au lieu des 4 pour cent fixés par le FMI. Mais le FMI a "couvert" le dépassement. Une autre cause de dérapage : les besoins locaux très nombreux, les petits projets au niveau des villages que les ICORC successifs n'avaient

pas pris en charge, et qui sont sans doute nécessaires pour des raisons politiques, pour que la population rurale soit consciente d'un progrès. C'est le budget qui a dû déboursier pour cela; à quoi se sont ajoutés les travaux de l'aéroport de Pochentong, très lourde dépense à l'échelle du budget cambodgien.

retard de l'aide internationale

Un autre point préoccupant pour le budget en cours, et celui de 1995 : l'aide internationale n'arrive pas au rythme prévu. Le retard, très important, peut être estimé à 50 pour cent. Est-ce dû à des causes d'ordre administratif ? Ou bien à des réticences provoquées par la corruption, ou l'insécurité, ou l'instabilité politique ? Ou encore à l'incapacité de certains ministères, faute d'experts, de dépenser leurs ressources selon des programmes préétablis ? Sur les 1,2 milliard de dollars promis par la communauté internationale, entre 300 et 350 millions seulement, et alors que tout est urgent, ont été dépensés, principalement pour les routes, la santé, les écoles, l'agriculture ...

En tous cas, il faudra que "ICORC 4", en mars 1995, révise ses priorités, et donne plus d'importance aux petits projets au niveau local, les pistes rurales, les petits travaux d'irrigation, etc ...

La croissance en 1994 (Production intérieure brute) n'augmentera que d'environ 6 pour cent, à cause des inondations surtout, et d'environ 7 pour cent en 1995, assez loin des prévisions.

les priorités de 1995

Pour le budget 1995, les priorités sont nettement affirmées :

- 1) agriculture
- 2) développement rural
- 3) santé
- 4) éducation.

Mais, insistent les spécialistes, le budget, ce n'est pas seulement un document chiffré ou des recettes équilibrent des dépenses. Il doit traduire une vue d'ensemble, et s'inscrire dans une perspective à long terme.

Un budget doit rester cohérent avec les organismes internationaux, et respecter certains ratios, certains paramètres, par exemple les rapports entre éducation, santé, défense, ... Attention à la "mauvaise note" du FMI, qui bloque tout (un pays proche du Cambodge l'a éprouvé récemment).

attention : dangers !

Au Cambodge en particulier, il semble indispensable :

- 1) de déterminer des priorités clairement définies, simples, compréhensibles par tous, au lieu du brouillard actuel et de la gestion au jour le jour;
- 2) d'augmenter les ressources - en accroissant la fiscalité; - en diminuant la corruption : sur les recettes

des douanes, environ un tiers seulement entrent dans les caisses de l'Etat. Un tiers va à l'armée; et le troisième tiers aux Gouverneurs;

3) il faut diminuer le gaspillage. Des sommes considérables sont dépensées en voyages officiels par exemple. On pourrait faire d'importantes économies sur ce poste, comme l'a fait remarquer le second Premier ministre.

investissements

Pour corriger une image assez défavorable (voir *A Propos* dans le présent numéro) le CDC a fait appel à une société de relations publiques. Nous avons pu ainsi obtenir une liste des entreprises agréées depuis le 4 août, date de la création du "guichet unique". Elles sont 13, toutes asiatiques. On ne connaît encore que le pays d'origine, et le secteur d'activité concerné. Mais pas le nom des sociétés ni le montant de l'investissement.

- 1) Singapour : brasserie; 2) Cambodge/Corée : habillement; 3) Thaïlande/Cambodge : peinture; 4) Cambodge : habillement; 5) Hong/Kong : habillement; 6) Cambodge : gants; 7) Singapour : motocyclettes; 8) Hong-Kong/Cambodge : habillement; 9) Singapour/Cambodge : cargo sec; 10) Singapour/Cambodge : hôtel; 11) Malaisie : sport et turf; 12) Malaisie: loisirs 13) Indonésie : télécommunications.

Une nouvelle liste d'investisseurs agréés devrait être très prochainement rendue publique.

CAMBODGE NOUVEAU prie ses lecteurs d'excuser le retard de ce numéro, du à plusieurs cambriolages .

Directeur de la publication : **Chu Sim-Phong**

Rédacteur en chef : **Alain Gascuel**

Rédactrice : **Claudine Chassigneux**

Mise en page : **Jean Cévennes**

Impression : **Cambodia Informatics Center - CiC**

10 rue Louis Em (ex 282)

BP 836 Phnom Penh

Royaume du Cambodge

tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu exclusivement sur abonnement

Exemplaire gratuit et tarif des abonnements sur demande

Basil FERNANDO

suite de la page 8

déjà une combinaison de traditions locales et d'éléments venus de l'Inde. On gagnera beaucoup de temps si l'on se repose davantage sur des asiatiques pour réformer le système légal dans un sens plus pragmatique.

Un exemple : on ne trouvera pas d'argent pour payer un avocat (lawyer). Il faut penser en termes moins commerciaux. Le système des "defenders", qui reçoivent un salaire fixe, actuellement payé par des ONG, commence à fonctionner ; plus tard il faudra trouver autre chose. Et il y a un bon début de formation. Mais les defenders sont encore très isolés. Il faut les "légitimer".

enquêtes inexistantes

Plus pragmatique, c'est notamment amener les criminels devant la justice. Beaucoup de criminels ne sont jamais traduits en justice. C'est un problème beaucoup plus important que celui des procédures. Il faut renforcer d'une part le côté "enquête-arrestation," et d'autre part le côté "traitement du crime". Pour l'instant les enquêtes sont inexistantes, et cela empêche évidemment la justice de fonctionner. Cela repose sur la police. Elle manque de formation. Les Français en font, mais "extrêmement minimale". Il faudrait étudier davantage les concepts traditionnels, pas pour les réintroduire, mais pour comprendre.

Un exemple : au Cambodge, on ne peut arrêter les gens que pris sur le fait. L'enquête ne fait pas partie de la culture locale. C'est le "pas vu, pas pris".

Un autre problème : les convocations à la cour. Elles ne sont pas suivies d'effet, qu'il s'agisse des personnes directement

concernées ou même de la police. Plus généralement, il n'y a pas de coordination entre la police et le système judiciaire. Pendant 20 ans, l'exécutif avait tout le pouvoir, le judiciaire ne jouait pratiquement aucun rôle. Il faudra longtemps pour faire admettre à la police que des juges sont nécessaires, que les policiers et les juges doivent travailler ensemble. N'ayons pas ici une attitude d'amère critique. Il faut au contraire une éducation en profondeur, avec de la vidéo, des textes, chercher à faire comprendre.

Les prisons ? Non, il n'y a pas d'amélioration du système. Mais des attitudes, oui. On voit des initiatives. L'administration est plus ouverte, les prisonniers peuvent avoir davantage de visites. On peut faire des pétitions. Mais le système doit changer, comme tout le reste.

La presse ? Il y a très peu de culture du côté du pouvoir dans ce domaine, et beaucoup d'arrogance, cette

presse : l'arrogance du pouvoir

conception que l'on peut changer les idées et les opinions des gens pour son propre avantage. Et une extrême sensibilité à toute critique. Il y a donc des aspects très malheureux dans les relations entre le pouvoir et la presse. Ces frictions tiennent en partie à ce que l'intelligentsia est encore très restreinte; que pendant 20 ans les sociétés dans les trois pays de l'Indochine sont restées très fermées. Pour l'instant, on a beaucoup de disputes sur des sujets mineurs, pas de discussions sur les grands sujets. Le climat actuel est très contraire à l'esprit de l'économie de marché. Avec la liberté du commerce, des échanges, la société

doit apprendre à discuter librement le pour et le contre. Si le Cambodge veut s'ouvrir à l'étranger, faire partie de l'ASEAN, avoir des relations faciles avec le reste du monde, il doit admettre les critiques.

Il faut en somme encourager chacun à avoir un comportement plus ouvert, plus "sportif".

contre les khmers rouges : du concret

Pour les Khmers rouges, le problème à mon avis est très subjectif. La clé consiste à faire progresser la démocratie, la loi et l'ordre dans les régions "hors khmers rouges" de façon à gagner et conserver la confiance de la population. Il faut que les gens soient convaincus que la démocratie existe, et qu'elle vaut la peine d'être défendue. Ils sont très réalistes. S'ils voient qu'il existe la possibilité d'une société plus libre, qu'il y a réellement une amélioration du système de santé et du système éducatif, que ce qui a été détruit entre 1975 et 1979 est reconstruit, alors cette confiance pourra être rebâtie. Il faut des réalisations concrètes, visibles : de vrais progrès dans la lutte contre la malaria, de vraies améliorations dans l'éducation primaire et secondaire, des équipements dans les maternités. ... Si l'on fait cela, alors on sera en bonne voie d'éliminer les khmers rouges.

Je ne suis pas bêtement optimiste. Dans mon métier, ou l'on est constamment confronté à toutes les violations des droits de l'homme, on ne peut pas l'être. Mais je pense qu'il y a au Cambodge un commencement de changement.

Et j'insiste sur un point qui me semble fondamental : il faut se concentrer sur une meilleure compréhension de la culture locale, et garder à l'esprit un profond respect pour les Cambodgiens.

A PROPOS ...

Suite de la page 5)

Reportée

L'exposition de vins et spiritueux qui devait avoir lieu au Sofitel-Cambodiana les 9, 10 et 11 décembre (Cambodge Nouveau n° 15)

est reportée à l'année prochaine, onze des trente sociétés qui s'étaient inscrites ayant annulé leur participation à la suite de l'affaire des otages.

vols

Cinq rotations par jour entre Phnom-Penh et Siem Reap,

et des avions quasi-pleins : la saison touristique est plutôt bonne dans l'ensemble. Les touristes sont principalement français et japonais. Mais le taux d'occupation des hôtels varie beaucoup d'un établissement à l'autre : 30 pour cent pour les uns, 80 pour d'autres.

Union Européenne

Le bureau de coordination de Phnom-Penh va compter prochainement, en plus du Coordinateur et du Coordinateur-adjoint, un expert en développement rural et un expert ONG/santé. 19 enseignants arrivent d'autre part d'ici la fin de novembre.

speaker's corner

BASIL FERNANDO

Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme

A la veille de rejoindre un nouveau poste à Hong-Kong, Basil Fernando a dressé pour Cambodge Nouveau un bilan de l'expérience acquise au cours de ses 32 mois passés au Cambodge.

Dans le domaine des droits de l'homme, un progrès très important a été accompli depuis les Accords de Paris: les Cambodgiens sont maintenant conscients de leurs droits, ils ont réalisé qu'ils ont le devoir de parler pour eux-mêmes. Beaucoup ont pris des risques. La culture de la terreur et du silence se trouve ainsi brisée, au moins pour l'essentiel, et je ne crois pas que l'on puisse revenir en arrière.

Les droits de l'homme ne sont pas perçus de la même façon qu'en Occident. Ici on veut surtout protéger sa dignité: contre la terreur, les déplacements arbitraires... Mais cette prise de con-

science est très lente, les Cambodgiens évoluent à leur rythme et à leur manière. Les étrangers, les intellectuels n'y ont pas de rôle. On a vu lors des élections la patience des Cambodgiens, leur créativité, leur ingénuité. Il faut les aider à aller leur chemin, et non vouloir leur faire suivre le nôtre. La difficulté principale est la dichotomie entre les honnêtes gens, les Cambodgiens de bonne volonté qui veulent aider, mais qui sont restreints par leur culture, et le "background" international, ces étran-

attention : complexe !

gers qui ont leur système, et un complexe de supériorité, qui "savent". Mais ils ne savent pas que les Cambodgiens ont leur histoire, leur psychologie, leur rythme, leurs traditions. Faire progresser les droits de l'homme suppose un travail plus en profondeur.

Pour le système judiciaire, il n'en est qu'au tout commencement. Le système actuel a été apporté par les Vietnamiens dans les années 80. Personne ne souhaite le conserver, l'accord est général au contraire pour le réformer.

La plus grande erreur serait de vouloir importer au Cambodge les lois de l'Occident. Même en cent ans, on ne créera pas ici un juge britannique ou un juge français. Dans mon pays, au Sri Lanka, après 150 ans de législation britannique, on ressent aujourd'hui le besoin de changer le système.

justice : asiatiser les systèmes occidentaux

Si on applique ici le système occidental, les procès dureront 12 ans. Au Sri Lanka, c'est 5, 6 ou 7 ans. A Hong-Kong au contraire, il faut que tout soit terminé en trois mois.

Certainement, beaucoup doit être "importé" en matière de justice. Il faut enseigner le système français et le système britannique. Droit civil et droit coutumier (common law) doivent servir de référence, il n'y en a pas d'autre. Mais il ne faut rien imposer. Que les Cambodgiens trouvent leur voie propre. Comme aux temps d'Angkor, ou il y

(suite page 7) avait

découper selon le pointillé

La bolée de cidre
contre cette pub.

R · I · V · E · R · S · I · D · E
P O O L T E R R A C E
Ouvert de 11h00 à 22h00

GRAND BARBECUE TOUS LES SOIRS À PARTIR DE 18H30 \$12.50



Grillades

Pizza au feu de bois

Crêpes Bretonnes

Salades Exotiques

Coupes Glacées

Soirée Khmère le vendredi soir avec spécialités culinaires cambodgiennes et spectacle de danses folkloriques par l'École des Beaux Arts de Phnom Penh

US\$ 16.00



Hotel Sofitel Cambodiana
P H N O M P E N H

attention : ce numéro est le dernier que vous recevrez gratuitement

CAMBODGE NOUVEAU

politique, économie, finance

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom _____

adresse _____

s'abonne à **CAMBODGE NOUVEAU** pour une durée de (*cocher svp*) :

3 mois (ou six numéros) 60 dollars
6 mois (ou 12 numéros) 115 dollars
12 mois (ou 24 numéros) 200 dollars
(ou l'équivalent en francs français)

envois par avion ajouter

Asie \$20 Europe \$30
Amériques \$45

date

signature

* nos abonnés bénéficient d'une réduction de 10 % sur tous les tarifs de publicité

Pour vous abonner, vous pouvez

- * nous téléphoner au n° (015) 91 19 67, nous viendrons dans vos locaux;
- * joindre le chèque au bulletin d'abonnement, l'adresser à :
CAMBODGE NOUVEAU - BP 836 - PHNOM-PENH
et le poser à la Poste centrale (il vous en coûtera 100 riels)
- * venir à nos bureaux, 10A rue Louis Em (ex-282), près de l'hôtel Rama Inn ouest

CAMBODGE NOUVEAU

10A rue Louis Em (ex-282) - BP 836- Phnom-Penh -
tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU

politique, économie, finances

octobre 1994

Créée en février 1994, la Lettre d'Informations CAMBODGE NOUVEAU est destinée à répondre à une demande croissante d'informations précises et fiables concernant le Cambodge.

L'objectif : aider les entreprises déjà établies au Cambodge, et les agents économiques en général, à se situer dans un environnement rapidement changeant; aider les investisseurs à pénétrer un pays très mal connu à l'étranger; les informer sur les relations entre le Cambodge et le reste du monde; les aider à prévoir et à progresser.

Les lecteurs de CAMBODGE NOUVEAU : les entreprises établies au Cambodge, les entreprises étrangères qui ont des relations d'affaires avec le Cambodge, les entreprises qui souhaitent s'établir au Cambodge, les administrations, les organismes, gouvernementaux ou non, qui travaillent au Cambodge ou ont des relations avec ce pays. Après huit mois d'existence, CAMBODGE NOUVEAU compte parmi ses abonnés la plupart des entreprises importantes établies au Cambodge, des ministères, des ambassades, des particuliers;

Présentation : 8 pages de format 21 x 29,7 cm.

Périodicité : bi-mensuel

Contenu :

. un bref éditorial qui donne le climat : politique, psychologique, tel qu'il est recueilli auprès des "agents économiques" : entreprises et responsables du gouvernement, notamment.

. des enquêtes. Exemple : les salaires; la banque; l'assurance; l'hévéaculture; Aménagement du Territoire et Urbanisme; l'Australie au Cambodge; la Thaïlande au Cambodge; des sondages d'opinion, ... Tous les deux mois : la conjoncture vue par les chefs d'entreprise.

. une documentation de base : nouvelles réglementations, projets d'investissements, opportunités, rapports d'organismes internationaux ...

. des nouvelles brèves : informations pointues, souvent exclusives concernant le monde des affaires et la politique;

. des interviews de responsables : chefs d'entreprise, hauts responsables de l'administration, membres d'une mission étrangère, experts ou observateurs étrangers, ...

. une Tribune libre : des hommes politiques, des responsables khmers et étrangers s'expriment sur l'actualité;

. des statistiques, des graphiques : évolution des prix, échanges extérieurs, investissements, fiscalité, ...

CAMBODGE NOUVEAU est disponible en français et en anglais

POUR VOUS ABONNER : VOIR AU VERSO